

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

MB

ARRETE

N° 961803 du 16 SEP. 1996

portant

autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation de sa carrière située sur le territoire
des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF à la Société des Tuileries J. Ph.
STURM

- - - -

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 modifiée relative à la protection de la nature et son décret d'application n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié ;
- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et son décret d'application n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 ;
- VU** le Code Minier ;
- VU** la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et son décret d'application n° 85-448 du 23 avril 1985 ;
- VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU** la loi n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU** le décret n° 64-1148 du 16 novembre 1964 modifié portant règlement sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert ;
- VU** le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des mines et des carrières ;
- VU** le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- VU le décret n° 94-486 du 9 juin 1994 relatif à la Commission départementale des carrières,
- VU le décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU le décret n° 71-792 du 20 septembre 1971 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci et notamment son article 32 fixant les dispositions transitoires applicables aux carrières légalement ouvertes avant le 1er octobre 1971,
- VU la demande du 31 août 1972 reçue en Préfecture le 1er Septembre 1972, par laquelle la Société des TUILERIES GILARDONI Frères demande à faire valoir des droits acquis pour la poursuite de l'exploitation d'une carrière de loess et marne sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF,
- VU la lettre du 16 août 1973 par laquelle la Société des TUILERIES J.Ph. STURM déclare reprendre l'exploitaion de la carrière précédemment citée,
- VU le dossier technique du 30 novembre 1995, reçu en Préfecture le 1er décembre 1995, par laquelle la Société des TUILERIES J. Ph. STURM rappelle ses droits acquis en ce qui concerne sa carrière de loess et marne sise sur le territoire des communes de RETZWILLER (superficie 14,27 ha) et WOLFERSDORF (superficie 10,18 ha),
- VU la demande du 30 novembre 1995, reçue en Préfecture le 1er décembre 1995 par laquelle la Société des TUILERIES J. Ph. STURM sollicite l'autorisation d'étendre l'exploitation à des terrains contigus, à ceux exploités sous le régime des droits acquis, et situés sur les communes de RETZWILLER (superficie 2,07 ha) et WOLFERSDORF (superficie 1,10 ha),
- VU la déclaration d'abandon partiel du 30 novembre 1995, reçue en Préfecture le 1er décembre 1995, par laquelle la Société des TUILERIES J. Ph. STURM déclare la fin des travaux d'exploitation et de réaménagement d'une partie de sa carrière (superficie 11,93 ha) située sur la commune de RETZWILLER,
- VU la délibération du 8 mars 1996 du Conseil Municipal de RETZWILLER, favorable à la cessation partielle d'activité précédemment citée,

- VU le procès-verbal de récolement du 19 août 1996 établi par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et transmis au Préfet qui ne considère comme pouvant faire état de la cessation d'activité qu'une superficie de 10,13 ha,
- VU le dossier d'enquête publique reçu à la Préfecture le 17 juin 1996,
- VU les avis des conseils municipaux et des services,
- VU le rapport du 9 août 1996 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis de la Commission départementale des carrières du 29 août 1996,

CONSIDERANT que l'exploitation d'une carrière constitue une activité soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2510 de la nomenclature des installations classées,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

I. DEFINITION DES INSTALLATIONS ET DES PERIMETRES - REGLES GENERALES

Article 1er : Objet de l'autorisation

La Société des TUILERIES J. Ph. STURM, dont le siège social est 50 rue des Vignes - BP 20 - WOLFISHEIM 67032 STRASBOURG CEDEX, désignée ci-après par "l'exploitant", est autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de marne et loess sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF, et ce pour une durée de 30 ans,

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité
Carrière de loess et marne	2510	A	surface : 17,49 ha tonnage annuel maximal : 144 000 t

La quantité totale autorisée à extraire est de 3 730 000 tonnes de matériaux propres au besoin de la production de la Société J. Ph. STURM (3 100 000 tonnes de marne et 630 000 tonnes de loess).

La Société des Tuileries J. Ph. STURM est par ailleurs autorisée à évacuer les matériaux provenant de l'exploitation, impropres à la fabrication de tuiles et de briques, non utilisés dans la remise en état ou le réaménagement, et autres que les terres de découverte et horizons humifères, objet de l'article 12-4 ci-dessous.

Préalablement à toute évacuation, l'exploitant devra en informer la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

.../...

Article 2 : Conditions et limites de l'autorisation

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Par référence au plan annexé au présent arrêté, le périmètre autorisé pour l'extraction est limité :

a) sur le territoire de la commune de RETZWILLER.

- . parcelle 57 - section 15 (superficie : 2 ha 89 a 78 ca)
- . partie de parcelle 59 -section :15 située au Nord et à l'Ouest de la ligne joignant les points I, H, C, D, E, F de coordonnées LAMBERT :

Points	X	Y
I	957 800	303 400
H	957 820	303 440
C	957 650	303 550
D	957 760	303 665
E	957 818	303 700
F	957 900	303 720

(superficie : 3 ha 31 a 38 ca).

b) sur le territoire de la commune de WOLFERSDORF

- . parcelle 111 - section 2 (superficie : 18 a 80 ca)
- . parcelle 112 - section 2 (superficie : 19 a 60 ca)
- . parcelle 113 - section 2 (superficie : 1 ha 09 a 60 ca)
- . parcelle 114 - section 2 (superficie : 9 ha 80 a 00 ca)

.../...

c) le secteur faisant partie des droits acquis est constitué de :

- la partie de parcelle 59 - section 15 de la commune de RETZWILLER, telle qu'elle a été définie à l'article 2a,
- la partie de parcelle 57 section 15 de la commune de RETZWILLER située au Sud de la ligne joignant les sommets A, A1, A2, A3, A4 et A5 de coordonnées LAMBERT :

Points	X	Y
A	957 585	303 550
A1	957 575	303 568
A2	957 634	303 664
A3	957 606	303 680
A 4	957 615	303 689
A5	957 687	303 645

- les parcelles 111, 112 et 114 section 2 de la commune de WOLFERSDORF,

le secteur faisant partie de la demande d'extension est constitué de :

- la partie de parcelle 57 section 15 de la commune de RETZWILLER située au Nord de la ligne joignant les sommets A, A1, A2, A3, A4 et A5 précédemment définis,
- la parcelle 113 section 2 de la commune de WOLFERSDORF.

d) Tout projet de modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession devra être déclaré à l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Article 3 : Droits des tiers

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

.../...

Article 4 : Forclusion de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

Article 5 : Déclaration des incidents

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

L'exploitant fournira à l'Inspecteur des Installations Classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 6 : Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 7 : Prescriptions générales

7.1. L'exploitation et la remise en état devront, à tout moment :

- garantir la sécurité et la salubrité publiques, ainsi que celle du personnel,
- maintenir la stabilité des terrains, de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes et au milieu environnant,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes et la libre circulation des riverains.

Article 8 : Arrêt définitif

Lorsque la carrière est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifié. L'exploitant adresse au préfet au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos),
- le plan de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site.

II. AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES ET GARANTIES FINANCIERES

Article 9 : Aménagements préliminaires

- 9.1. Avant le début de l'exploitation, l'exploitant mettra en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
- 9.2. Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant placera des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
- 9.3. Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.
- 9.4. L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 10 : Garanties financières

10.1. La mise en exploitation des terrains faisant partie de l'extension est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation.

10.2. La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté. Ce schéma comprend 26 phases : 1 phase quinquennale (la phase 1) et 25 phases annuelles.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée après le 29 août 2026.

La remise en état est achevée le 29 août 2026.

Chaque phase d'exploitation est caractérisée par une quantité (marne et loess) à extraire de l'ordre de 144 000 tonnes, sauf en ce qui concerne la phase 1 qui porte sur une quantité de matériau de l'ordre de 600 000 tonnes correspondant à une extraction de matériau sur 5 ans.

L'exploitation de la phase (n+1) ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase n est terminée.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

10.3. La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. A chaque période correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximal pour chacune de ces périodes est de :

•	pour la première période quinquennale (mi 1996 à mi 2001)	:	0	kF
•	pour la deuxième période quinquennale (mi 2001 à mi 2006)	:	30	kF
•	pour la troisième période quinquennale (mi 2006 à mi 2011)	:	6,5	kF
•	pour la quatrième période quinquennale (mi 2011 à mi 2016)	:	0	kF
•	pour la cinquième période quinquennale (mi 2016 à mi 2021)	:	15,6	kF
•	pour la sixième période quinquennale (mi 2021 à mi 2026)	:	44,2	kF.

Les montants de ces garanties financières, qui ne portent que sur les terrains faisant partie de la demande d'extension, seront corrigés pour JUIN 1999 afin de tenir compte des montants à cautionner relatifs aux terrains exploités en droits acquis.

10.4. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financière 6 mois avant leur échéance.

10.5 Modalités d'actualisation du montant des garanties financières.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

10.6. Lorsqu'une variation du rythme d'exploitation ou du rythme de remise en état conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

10.7. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

10.8. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article 23c de la loi du 19 juillet 1976.

10.9. Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

10.10. Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

10.11. A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspecteur des installations classées, et après avis du ou des maires des communes d'implantation de la carrière, le préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières.

Article 11 : Déclaration de début d'exploitation

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23.1. du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées à l'article 9 ci-dessus.

Cette déclaration sera transmise en 3 exemplaires au Préfet du Haut-Rhin et sera accompagnée du document établissant la constitution des garanties financières tel qu'il est défini à l'article 23.3 du décret susvisé en ce qui concerne le début d'exploitation des zones faisant partie de l'extension.

III. CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 12 : Travaux préparatoires

12.1. Défrichement

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

12.2. Décapage

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains sera limité aux besoins des travaux d'exploitation.

On ne procédera au décapage que selon les prescriptions suivantes :

- la Direction régionale des affaires culturelles (Conservatoire régional archéologique) sera avisée, au moins 3 semaines à l'avance, de toute campagne de décapage ;
- les horizons humifères seront enlevés en premier, avant les autres matériaux de découverte ;
- aucun déplacement des horizons humifères n'aura lieu par temps de pluie ;
- la circulation des engins devra être évitée sur les zones à décapage.

12.3. Les terres de découverte et les horizons humifères seront stockés sur le site en respectant les règles suivantes :

- stockage distinct entre horizons humifères et terres de découverte,
- le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 1,50 mètres (conservation des qualités agronomiques) et ne devra pas excéder 5 ans ;
- les stocks de matériaux décapés auront des pentes ne dépasseront pas 45° et ils seront semés (graminées ou légumineuses) si le temps de stockage doit dépasser 2 années.

Ils ne devront pas constituer un obstacle à la circulation des eaux en cas d'inondation.

12.4. Aucun enlèvement de terres de découverte et d'horizons humifères du site ne pourra avoir lieu.

12.5. Toute mise à nu d'éventuel vestige provenant de gisements archéologiques, sera immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles (Conservatoire régional archéologique).

12.6. La continuité des éventuels fossés de drainage traversant le périmètre d'exploitation devra être assurée.

Article 13 : Extraction

13.1. Epaisseur d'extraction

L'exploitation aura lieu exclusivement à sec, au maximum jusqu'à la cote d'altitude + 294 NGF, soit jusqu'à une profondeur maximale de 38 m par rapport au niveau naturel des terrains. La pente maximale du front s'établira à 1/1,5 (- 33°).

13.2. Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état est interdit.

13.3. L'exploitation se fera de façon à ce que les fronts prévus pour la remise en état du site soient directement obtenus en déblai.

Ils seront donc réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité. L'extraction ne devra pas laisser subsister de buttes, notamment de stériles, dans le site.

.../...

- 13.4. La hauteur de chaque gradin n'excédera pas 15 m et chaque banquette aura une largeur au moins égale à la hauteur du plus haut des deux gradins qu'elle sépare.
- 13.5. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence, au cours des phases d'exploitation, l'accès à toutes les banquettes.

IV. SECURITE PUBLIQUE

Article 14 : Accès et circulation dans la carrière

- 14.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
- 14.2. L'ensemble de la carrière et de ses annexes sera entouré par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, seront signalés par des panneaux placés sur les chemins et à proximité des limites de la carrière.
- 14.3. Des dispositifs de barrage mobiles, solides et susceptibles d'être bloqués pendant les heures où la carrière n'est pas surveillée, seront installés sur les chemins d'accès au chantier.
- 14.4. L'exploitant doit définir un plan de circulation et d'évolution des engins et des piétons au sein des emprises de la carrière. Il sera annexé aux consignes de sécurité.

Article 15 : Distances de recul - Protection des aménagements

- 15.1. Les bords de l'excavation devront être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 2, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques (par exemple poteau EDF sur le côté EST de la carrière).

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas sera arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prendra en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
- 15.2. En ce qui concerne les lignes électriques passant sur le site de la carrière l'exploitant veillera particulièrement au respect des dispositions du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et de l'arrêté interministériel du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

.../...

V. PLAN D'EXPLOITATION

Article 16 : Plan d'exploitation

16.1. Plan et mise à jour

Il sera établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan seront reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m et la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les limites de la zone où le remblaiement ne pourra être effectué qu'avec des matériaux inertes provenant exclusivement de la carrière (zone située à moins de 200 mètres des habitations ou à moins de 30 mètres du ruisseau "Elbach"),
- les courbes de niveau (équidistantes tous les 10 m d'altitude) et les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ;
- l'emplacement exact du bornage,
- l'emplacement des sommets définis à l'article 2 du présent arrêté,
- la position des dispositifs de clôture,
- l'emplacement des ouvrages de décantation des eaux pluviales,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées et celles remises en état,

- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an après la campagne d'extraction estivale et servira de base de calcul des surfaces de la carrières, des cubatures de matériaux déjà extraits et des réserves encore exploitables.

16.2. Communication du plan

Le plan d'exploitation sera conservé à l'usine de Rouffach par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation ou communiqué sur simple demande à la DRIRE, chargée de l'inspection des installations classées. Chaque version du plan sera versée au registre d'exploitation de la carrière.

VI. PREVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES ET AMENAGEMENTS PAYSAGERS

Article 17 : Dispositions générales

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant seront maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations seront entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne devront pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article 18 : Prévention des pollutions accidentelles

- 18.1. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire étanche formant cuvette de rétention, à l'abri des intempéries, dans le local technique, et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

18.2. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir, -
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux pluviales et des eaux des couches de cailloutis aquifères.

18.3. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Article 19 : Surveillance des rejets

L'inspecteur des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

Article 20 : Rejets d'eaux dans le milieu naturel

20.1. Eaux pluviales de ruissellement et eaux des aquifères superficiels

Les eaux de ruissellement, intérieures au site devront transiter par un ouvrage de décantation et être conformes aux valeurs et prescriptions suivantes avant rejet dans le ruisseau "Elbach" :

- température inférieure à 30° C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- matières en suspension totales (MEST) : concentration inférieure à 30 mg/l (norme NF T 90-105),
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) : concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90-101),
- hydrocarbures : concentration inférieure à 2 mg/l (norme NF T 90-114).

Le point de rejet sera communiqué à la DRIRE et au service chargé de la police des eaux dans un délai de 2 mois.

Ces valeurs limites seront respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne devra pas dépasser 100 mg Pt/l.

Le débit maximal sera de 200 m³/h.

Il sera semestriellement procédé, par un laboratoire agréé, sur un échantillon représentatif des eaux en sortie de l'ouvrage de décantation précédemment cité à une analyse. Les paramètres à déterminer seront : pH, MEST, Hydrocarbures totaux et DCO.

En cas d'anomalie des paramètres supplémentaires devront être recherchés en vue de déterminer l'origine de l'anomalie.

Par ailleurs il pourra être demandé par l'inspection des installations classées que les contrôles soient effectués sur les eaux du ruisseau "Elbach", à l'amont et à l'aval des rejets d'eau précédemment cités.

Les frais d'analyse seront à la charge de l'exploitant.

20.3. Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques seront stockées en fosse de rétention étanche.

Elles seront dirigées pour élimination vers une station d'épuration collective.

20.4. Dispositif de disconnection

Le site n'est pas relié au réseau d'adduction d'eau potable.

Article 21 : Poussières

21.1. L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

21.2. Les pistes de circulation seront arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

Article 22 : Déchets

Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément, puis valorisées ou éliminées dans des installations dûment autorisées.

L'incinération, la mise en décharge ou le simple abandon de déchets sur le site, en exploitation, sont interdits.

L'exploitant mettra en place une surveillance pour éviter tout déversement, dépôt ou décharge de produits extérieurs au site et de déchets, sur le site en exploitation.

Article 23 : Bruits et vibrations

L'exploitation sera menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les niveaux limites de bruit et d'émergence à ne pas dépasser sont définis conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Ils ne devront pas dépasser en limite de propriété les valeurs définies dans les tableaux ci-après :

Niveau continu équivalent pondéré dB (A) (en limite du périmètre d'exploitation autorisé)		
Période intermédiaire, jours ouvrables : 6 h à 7 h et 20 h à 22 h dimanches et jours fériés : 6 h à 22 h	Période de jour, jours ouvrables : 7 h à 20 h	Période de nuit tous les jours : 22 h à 6 h
55	60	50

Emergence (définie à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994)	
6 h 30 sauf dimanches et jours fériés	21 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés
≤ 5 dB (A)	≤ 3 dB (A)

Les véhicules de transports, liés à l'exploitation de la carrière, ne pourront traverser la commune de RETZWILLER qu'à partir de 7 h 00.

- 23.2. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc. ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents, ou à la sécurité des personnes.
- 23.3. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et engins de chantier utilisés dans la carrière devront être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.
- 23.4. Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement son applicables.

Article 24 : **Intégration paysagère**

- 24.1. Dans un souci d'intégration paysagère, et afin d'atténuer leur aspect artificiel, les merlons existants et futurs, mis en place sur le site d'exploitation et visibles depuis WOLFERSDORF, devront être plantés sur leur sommet et leur pente extérieure, d'arbres ou d'arbustes d'essences locales.
- 24.2. Préalablement à l'exploitation des parcelles 111, 112 et 113 - section 2 du plan cadastral de WOLFERSDORF, l'exploitant se concertera avec le Service Départemental de l'Architecture et la Municipalité de WOLFERSDORF sur les modalités de clôture de ce secteur de la carrière (clôtures, merlon, végétation, ...) dans le respect cependant de l'article 14.2 du présent arrêté.

La solution retenue sera communiquée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des installations classées

Article 25 : **Lutte contre l'incendie**

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an, il pourra en être disposé sur les engins d'exploitation et dans le local technique dont il est fait état à l'article 18.1.

VII. DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE

Article 26 : Dispositions de remise en état

26.1. L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation.

En cas de cessation d'activité, la remise en état du site devra être effectuée immédiatement sur la totalité des zones touchées par l'exploitation.

La remise en état du site sera réalisée de façon telle qu'à son issue, les véhicules des personnes y accédant stationnent hors du domaine public et des voies de desserte.

Le site sera libéré en fin d'exploitation de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage défini dans la demande et conformément au plan joint au présent arrêté.

26.2. La remise en état finale devra être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation (sauf en cas de renouvellement).

* pour les terrains suivants :

- les parcelles 111, 112 et 113 section 2 de WOLFERSDORF,
- la partie de parcelle 114 -section 2 de WOLFERSDORF, située à plus de 200 mètres d'habitation et plus de 30 mètres du ruisseau "Elbaechlein",
- la partie de parcelle 59 - section 15 de RETZWILLER située au NORD de la ligne joignant les sommets B. C. H. I. définis ci-après,
- la partie de parcelle 57 - section 15 de RETZWILLER située au NORD de la ligne joignant les sommets A. B. définis ci-après,

Point	X	Y
A	957 585	303 550
B	957 600	303 540
C	957650	303 550
H	957 820	303 440
I	957 800	303 400

La remise en état consiste en la remise à la SA SITAL dont le siège social est 22 rue de Cherbourg - 67026 STRASBOURG CEDEX de terrains excavés comme il est prévu à l'article 13 du présent arrêté.

Au cas où cette condition ne pourrait être remplie pour tout ou partie de cette zone, la société J. Ph. STURM devrait déposer sans délai un dossier tel que prévu par l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

* pour les terrains suivants :

- la partie de parcelle 114 - section 2 de WOLFERSDORF située à moins de 200 mètres d'habitation et à moins de 30 mètres du ruisseau "Elbach".

La remise en état consistera en un remblaiement jusqu'à la hauteur des terrains naturels avec des matériaux inertes (cailloutis) en provenance du site. Après remblaiement ces terrains seront recouverts de terres végétales et rendus à leur vocation agricole.

* pour les terrains suivants :

- la partie de parcelle 59 - section 15 de RETZWILLER située au SUD de la ligne joignant les sommets B, C, H, I définis ci-dessus,
- la partie de parcelle 57 - section 15 de RETZWILLER située au SUD de la ligne joignant les sommets A, B, définis ci-dessus.

La remise en état consistera après décapage préalable des couches imperméables superficielles, suivi d'un ripage, en un recouvrement de cette zone avec des terres végétales en vue d'une restitution à un usage agricole.

26.3. L'exploitant communiquera annuellement à l'inspecteur des installations classées un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état.

VIII. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DIVERSES

Article 27 : Hygiène et Sécurité du personnel

- L'exploitant fera connaître à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sous un mois, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux. Tout changement ultérieur devra également être communiqué.
- Tout recours à une entreprise extérieure doit préalablement être déclaré à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.
- L'exploitant ouvrira l'accès de la carrière à toute personne dûment mandatée pour y assurer le contrôle des dispositions réglementaires qui y sont applicables.
- L'ensemble du matériel utilisé dans la carrière et des dispositifs prescrits dans le présent arrêté sera convenablement entretenu.
- Le matériel sera doté des équipements de sécurité et fera l'objet des contrôles périodiques prévus par les textes réglementaires applicables. Des registres d'entretien du matériel et des consignes de sécurité seront élaborés en conséquence.
- Le personnel sera formé pour son travail et les consignes de sécurité le concernant lui seront remises et commentées. Il sera doté des équipements de sécurité prévus par les textes réglementaires applicables.
- Pendant les heures d'activité, du matériel de premier secours et de secours aux noyés sera disponible sur le site.

Article 28 : Frais d'exécution de l'arrêté

- Les dépenses inhérentes aux prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

IX. AMPLIATION - PUBLICITE

Article 29

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace, chargé de l'inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation est adressée à :

- Mme le Sous-Préfet d'ALTKIRCH,
- MM. les Maires de RETZWILLER et WOLFERSDORF,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- Mme le Chef du Service Départemental de l'Architecture,
- Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Alsace (Conservatoire Régional de l'Archéologie),
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace :
trois exemplaires.

En outre, ampliation sera notifiée :

- à la Société des Tuileries J. Ph. STURM, exploitant bénéficiaire de la présente autorisation.

Un extrait du présent arrêté sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins des Maires de RETZWILLER et WOLFERSDORF.

Fait à COLMAR, le 16 SEP. 1996

Le Préfet,

signé : Cyrille SCHOTT

Délai et voie de recours

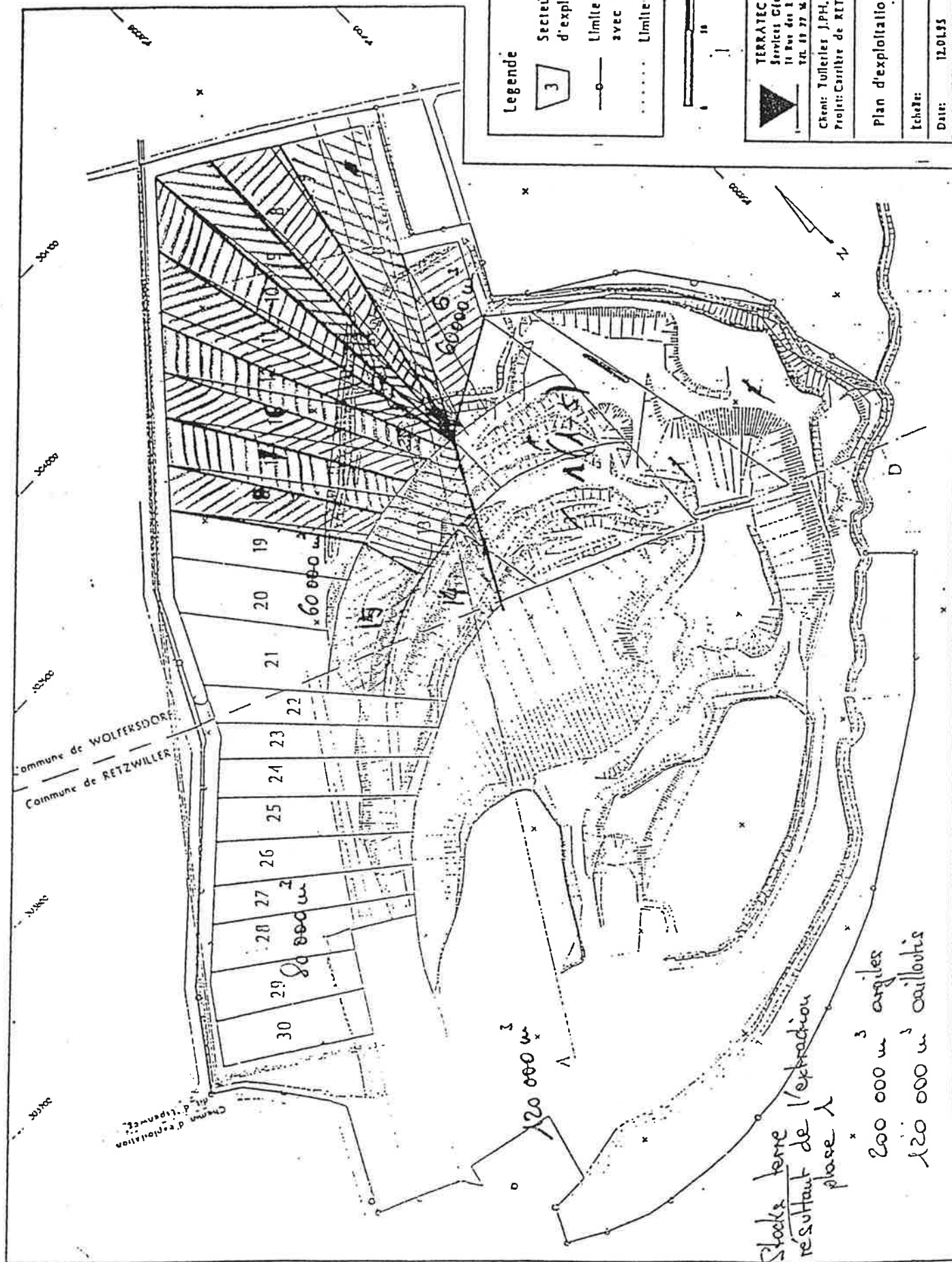
La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant que dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

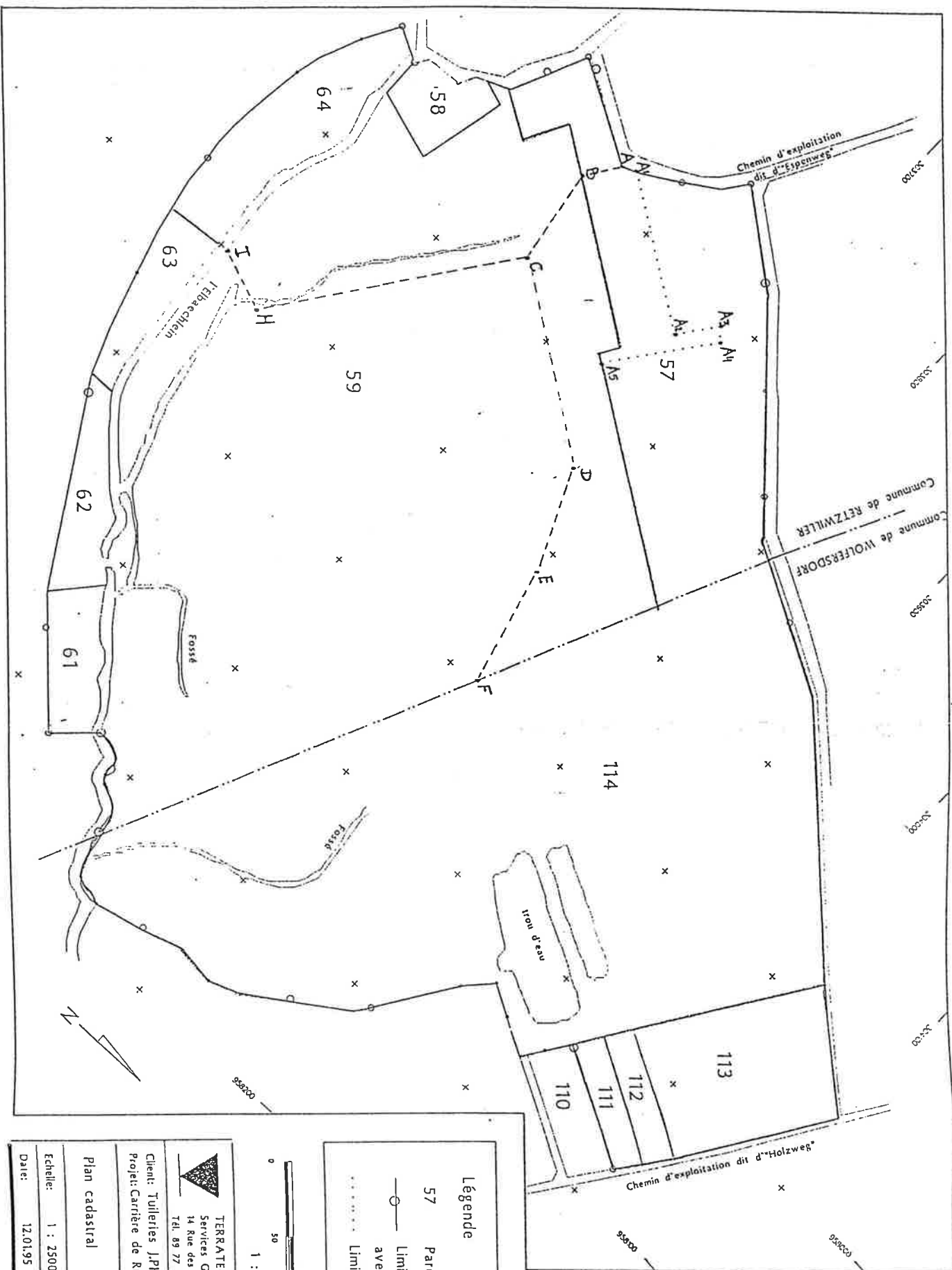
Pour les tiers, la présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG que dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN





Légende

57 Parcelle

—○— Limite de la carrière avec extension

..... Limite des droits acquis

0 50 100 150m

1 : 2500



TERRATEC
Services Géologiques et Géophysiques
14 Rue des Remparts - F-68140 MÜNSTER
Tél. 89 77 16 40 Fax 89 77 13 20

Cliant: Tuileries J.PH.STURM
Projet: Carrière de RETZWILLER-WOLFERSDORF

Plan cadastral

Echelle: 1 : 2500

Date: 12.01.95

FIG. 3